Observation de l'enfance en danger

La lettre

Lettre trimestrielle publiée par l'Odas

n° 2 - février 1995

Publication de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée - 37, boulevard Saint-Michel - 75005 Paris

IL FAUT le relever avec force, l'observation n'est pas une finalité mais un moyen : celui de contribuer à une optimisation des choix tant collectifs qu'individuels. Le décideur politique y trouve les éléments d'information et d'analyse lui permettant de mieux définir ses orientations aux niveaux national et local. Les travailleurs sociaux doivent y trouver à terme les éléments leur permettant de s'interroger sur leurs pratiques et les modes d'évaluation des situations.

Concrètement, la prise en compte par un nombre croissant de départements des recommandations proposées à cet effet par l'Odas dans son *Guide méthodologique* * doit permettre :

- de mieux connaître, dans chaque département et au niveau national, l'évolution du nombre d'*enfants en danger*, et ceci en distinguant clairement les *enfants maltraités* des *enfants en risque*.

Il faut rappeler que ce dispositif s'inscrit dans le prolongement de la loi du 10 juillet 1989 (article 3), qui précise que le ministre chargé de la Famille doit présenter tous les trois ans un rapport "...établissant un bilan de fonctionnement du dispositif départemental de recueil d'informations" (article 17). C'est la raison pour laquelle l'Odas a récemment sollicité les départements pour mesurer les évolutions observées depuis sa dernière enquête portant sur les résultats de l'année 1992, intégrés dans le premier rapport de ce type. L'analyse des données annuelles permettra de dégager à terme des tendances et de formuler des hypothèses sur les flux.

- de mieux repérer localement les interactions entre les données propres aux enfants en danger, les caractéristiques de la population et les activités déployées. Les études de contexte en résultant devraient non seulement permettre de mettre en évidence les effets de la mobilisation du travail social, mais aussi d'orienter les choix, particulièrement en matière de prévention.

(*) "L'observation de l'enfance en danger : Guide méthodologique". Odas Éditeur, mars 1994.

Cette lettre est conçue par M. Dominique BAROTTE Service ASE du Conseil général des Vosges, M. Alain GREVOT JCLT Oise, M. Frédéric JÉSU Institut de l'Enfance et de la Famille (IDEF), M. Pascal VIVET Service ASE du Conseil général de la Seine-et-Marne et Mme Élisabeth ZUCKER MIRE. Contact à l'Odas : Mme Marceline GABEL.

☞ Ont rejoint le groupe permanent "Protection de l'enfance en danger" : M. Jean-Louis CHINIARD Directeur AEMO Houilles (78), M. Martial MILARET, Responsable ASE Conseil général d'Eure-et-Loir, Mme Dominique ROBIN Adjointe auprès du Directeur de l'Enfance, Conseil général de la Drôme.

■ ACCOMPAGNEMENT DE LA DÉMARCHÉ D'OBSERVATION : LES COLLOQUES RÉGIONAUX

L'intérêt d'une démarche d'observation de l'enfance en danger, telle que l'a recommandée le groupe de travail permanent de l'Odas a été renforcé dans les départements par la publication du guide méthodologique. La Lettre trimestrielle vise à soutenir cet intérêt et met l'accent sur l'accompagnement pédagogique que cette démarche nécessite. Mais ce sont les journées régionales organisées conjointement par un département et par l'Odas qui permettent le mieux d'en exposer et d'en discuter les enjeux avec les responsables départementaux et leurs professionnels.

C'est ainsi qu'ont déjà eu lieu :

- dans la Loire une journée de travail réunissant les élus et les directeurs des départements voisins,

- dans la Moselle, une journée de travail réunissant les inspecteurs ASE de la région du Grand-Est,
- en Corrèze, un colloque de 2 jours a rassemblé des magistrats et des responsables départementaux du Sud-Ouest,
- en Seine-et-Marne, une journée de travail avec les directeurs et responsables ASE de la région Ile-de-France.

Après avoir apporté un soutien technique ponctuel, certains départements ont organisé avec l'Odas, ou sont sur le point de le faire, des journées locales pour présenter et discuter avec les professionnels eux-mêmes cette démarche d'observation : la Martinique, l'Ain, la Drôme.

En 1995, il est envisagé d'organiser un certain nombre de colloques régionaux avec l'Odas sur le thème :

Le retour de l'information vers les professionnels qui la collectent devrait les conduire à :

- susciter des études ou des recherches porteuses de connaissances nouvelles (ce point sera particulièrement développé dans *La Lettre* n° 3) ;

- approfondir une technique sensible et lourde de conséquences : celle de l'évaluation du danger et de la rédaction du signalement facilitant le développement des pratiques de partenariat (cf *La Lettre* n°1).

On voit ici tous les avantages d'un tel dispositif pour les décideurs et pour les professionnels avec ses retombées positives pour les enfants eux-mêmes.

Cependant, si un cadre méthodologique commun à l'ensemble des départements doit être proposé, il importe de souligner encore une fois la grande diversité des départements, découlant de leur caractéristiques propres sur les plans culturels et socio-démographiques.

Chaque numéro de cette *Lettre* présentera donc un dossier sur les aspects communs de la démarche d'observation. Le numéro 1 proposait un protocole d'accord-type en faveur de l'observation départementale de l'enfance en danger. Le numéro 2 est consacré aux modalités de traitement et de présentation des données départementales annuelles produites par cette observation. *La Lettre* n° 3 traitera des perspectives de valorisation de ces données, notamment par les actions de recherche.

Enfin, pour mieux comprendre et faire connaître la richesse des pratiques professionnelles liées à la variété des situations locales, une rubrique *ad hoc* détaillera chaque trimestre une expérience innovante départementale. Ainsi, *La Lettre* atteindra-t-elle son principal objectif : contribuer à harmoniser dans le respect de la diversité.

Marceline GABEL

Chargée de mission à l'Odas,

coordinatrice du groupe

"Protection de l'Enfance en danger"

" Protection de l'enfance en période de crise : quelles nouvelles stratégies, et parmi celles-ci, quelle place pour les dispositifs d'observation ? "

- l'Eure-et-Loir devrait réunir la région Centre,
- la Seine-et-Marne devrait réunir la région Ile-de-France,
- l'Ille-et-Vilaine devrait réunir la région Bretagne,
- la Martinique devrait réunir les Antilles et la Guyane.

D'autres initiatives sont également envisagées, notamment pour le Grand-Est et Provence-Côte-d'Azur.

La Lettre de l'observation de l'enfance en danger se fera bien entendu l'écho de ces prochaines manifestations.

L'ÉVÈNEMENT

Le 25 octobre dernier, le Président du Conseil général des Vosges, le Procureur de la République d'Épinal et le Directeur de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse (PJJ) des Vosges signaient une convention portant sur l'amélioration de la procédure judiciaire en cas de signalement pour maltraitance ou sévices sexuels.

Bien que cette convention concerne essentiellement la mise en oeuvre de pratiques professionnelles et peu le dispositif d'observation, il s'avère utile de la présenter, car cette démarche est particulièrement révélatrice des possibilités existantes en matière de collaboration innovante entre les services ASE et la justice.

L'esprit de la convention : les maux répétés

Le premier objectif de cette convention consiste à favoriser autant que faire se peut l'audition unique, dans un lieu neutre, de chaque enfant maltraité.

Sans rien enlever, bien sûr, aux prérogatives du juge d'instruction ni aux droits de la défense reconnus aux prévenus, sans introduire en force l'audiovisuel dans les prétoires, cette convention rend possible l'audition des jeunes victimes par un officier de police judiciaire (OPJ), hors des commissariats et gendarmeries, en présence d'un travailleur social de la PJJ.

Cette audition peut être enregistrée sur bande sonore placée sous scellés et versée au dossier. Appelés à intervenir ensemble, l'OPJ et le travailleur social, de préférence volontaires, se connaissent, et les modalités de l'entretien non suggestif que conduit l'officier de police judiciaire sont soigneusement définies.

Même si la parole de chacun d'eux n'est pas systématiquement soutenue par l'intervention immédiate, à ses côtés, d'un travailleur social spécialisé, même si les confidences de l'enfant ne sont pas aussitôt enregistrées sur la bande vidéo réutilisable à chaque étape de la procédure, dans l'authenticité de sa version originale, cette démarche partenariale crée cependant les conditions de pratiques professionnelles innovantes au service de l'enfance maltraitée.

Au-delà, cette convention inspirée de la procédure "Mélanie", initiée dans le département de la Réunion, traduit la double volonté, d'une part, de prendre en compte la fragilité particulière de la parole de l'enfant et d'autre part, de lever les obstacles dressés devant les mineurs maltraités qui ont pourtant droit à être entendus et à obtenir justice.

Le succès de cette procédure spécifique reste toutefois suspendu à la réalisation de deux conditions cumulatives :

- le Procureur de la République conserve la haute main sur le dispositif : l'intervention d'un travailleur social de la PJJ dans cette procédure n'est possible que sur réquisition du Parquet,
- tous les acteurs concernés doivent partager la volonté de réduire au minimum indispensable le nombre et la pénibilité des auditions. Il n'est pas rare actuellement que le mineur, d'entretiens en auditions, de confrontations en expertises doive répéter dix fois ses malheurs. En évitant les enquêtes, officieuses notamment, les services sociaux peuvent contribuer à ce résultat.

C'est à ce prix que les mineurs maltraités pourront être mieux respectés par l'appareil socio-judiciaire en leur évitant la répétition et donc la réactivation à l'infini de leurs souffrances.

Dominique BAROTTE

Inspecteur ASE

Conseil général des VOSGES

☞ Un exemplaire de cette convention peut être adressé sur simple demande soit à : Monsieur le Président du Conseil général des Vosges, DVIS ASE, BP 1089, 88060 Épinal cedex 9, (16) 29 33 88 88, soit à : DDPJJ, BP 504, 88020 Épinal cedex, (16) 29 35 65 11.

L'OBSERVATION de l'enfance en danger est un processus global. La méthodologie de ses différentes phases sera progressivement proposée dans cette *Lettre*. Les travaux de type épidémiologique déjà engagés dans les départements montrent bien l'importance des modes de traitement et de présentation des données recueillies. Après le protocole ASE-Justice de mise en place du dispositif présenté dans le premier numéro de *La Lettre*, ce numéro 2 propose quelques recommandations de présentation des données.

MODALITÉS DE TRAITEMENT ET DE PRÉSENTATION DES DONNÉES DÉPARTEMENTALES ANNUELLES RELATIVES A L'ENFANCE EN DANGER : PREMIERES RECOMMANDATIONS

• 1- Sur le traitement des données départementales

1-1. La coordination du traitement

Pour procéder au traitement systématique de ces données, il est souhaitable que le responsable de la coordination de leur collecte s'appuie sur la compétence de statisticiens éprouvés ayant une sensibilité réelle pour ce type de problématique. Véritable maître d'ouvrage du recueil et du traitement de ces données, ce coordinateur peut également recourir aux compétences d'un épidémiologue si le type de connaissances qu'il entend produire et présenter le nécessite.

1-2. Le niveau de regroupement des données

Il est nécessaire de repérer, dès l'appel à recueil des données départementales, les échelons géographiques infra-départementaux au niveau desquels se fera le regroupement - et, le cas échéant, la présentation - des données, celles-ci étant référées au lieu de résidence principale de chacun des mineurs concernés ou, à défaut, à celui du détenteur de l'autorité parentale. Le choix pourra se porter, selon les caractéristiques socio-géo-démographiques du territoire et selon les objectifs visés par le traitement des données, sur un ou plusieurs des échelons suivants :

- quartier d'une agglomération urbaine (surtout si ce quartier fait l'objet d'un contrat de DSQ) ;
- commune (identifiée par son code INSEE)
- commune et regroupement de communes adjacentes (identifiés par leur code postal) ;
- canton, ou regroupement de cantons, d'une population supérieure à 50 000 habitants ;
- circonscription d'action sociale (sous réserve que le découpage de celles-ci soit cohérent avec celui des territoires d'intervention des autres partenaires institutionnels concernés).

Dans tous les cas, il importe d'éviter de changer trop souvent, d'une année à l'autre, d'échelon de référence.

• 2- Sur la présentation des données départementales

2-1. La partie introductive du document de présentation des données départementales

Un soin particulier doit être apporté sur le plan pédagogique à la rédaction de cette partie du document ; le Comité technique départemental de l'observation de l'enfance en danger (cf *Guide méthodologique* publié par l'Odas) pourrait y apporter sa contribution. L'enjeu consiste, au moyen d'une introduction conséquente et circonstanciée, à capter d'emblée l'intérêt des différents professionnels, décideurs, mais aussi chercheurs et représentants de la société civile auxquels on s'adresse. Il s'agit de rendre chaque lecteur actif et concerné au fur et à mesure qu'il prend connaissance des données figurant dans le corps du document.

- 2-1-1. Il convient d'explicitier tout d'abord les objectifs généraux visés par le recueil, le traitement et la

présentation de données quantitatives concernant les populations étudiées et les actions de protection de l'enfance en danger.

- 2-1-2. Il convient d'explicitier ensuite les éventuels objectifs spécifiques des commanditaires et des auteurs de l'étude.

- 2-1-3. Les méthodes et les conditions de recueil et de traitement des données doivent être soigneusement décrites.

- 2-1-4. Quelques explications et considérations critiques doivent permettre de mieux appréhender la signification, l'intérêt et les limites des tests et des méthodes statistiques utilisés dans le corps du document. Il s'agit ici d'attirer l'attention sur le fait que le "croisement" de données - données issues de l'observation "de terrain" validée, données de contexte - aux fins d'identifier des facteurs de risque ou d'exposition aux risques ne peut se faire qu'au prix d'une extrême prudence éthique et méthodologique. Ainsi l'existence d'une "corrélation statistique significative" entre deux ordres de données devrait-elle susciter la formulation d'une ou plusieurs hypothèse(s) de recherche plutôt que l'affirmation immédiate d'une relation de causalité.

- 2-1-5. Une liste des "indicateurs de contexte" (cf. l'annexe 2 du *Guide méthodologique*) considérés comme pertinents par le Comité technique départemental de l'observation de l'enfance en danger doit être présentée et argumentée. Les données chiffrées correspondant à ces indicateurs, assorties de leurs sources, seront ensuite retrouvées dans le corps du document, et/ou fournies en annexe.

- 2-1-6. Un commentaire plus général pourra enfin être proposé, portant sur l'impact d'approches propres à l'épidémiologie sociale sur la construction des représentations - de l'enfance en danger, des familles en difficultés, ainsi que de l'action sociale et de l'action judiciaire - que peuvent se faire les professionnels, les décideurs et l'opinion publique. C'est pourquoi une attention particulière pourrait être apportée aux modalités de diffusion des données portant sur des échelons géographiques fins (ex. : quartier, commune, canton).

2-2. Le corps du document de présentation des données départementales

Aucun plan-type ne saurait être ici proposé. Le plan du document étant en effet étroitement dépendant des objectifs généraux et des objectifs spécifiques qui auront été présentés en introduction (cf. § 2-1-1 et 2-1-2). Quelques recommandations générales peuvent toutefois être formulées.

- 2-2-1. Il conviendra de rappeler clairement, soit d'emblée, soit au fur et à mesure qu'ils apparaissent, les

termes-clé utilisés pour présenter les données recueillies, et en particulier les termes : *enfant, famille, fratrie, enfant maltraité, enfant en risque*, etc.

- 2.2.2. Il est souhaitable que chaque tableau, histogramme, graphique, courbe ou tout autre diagramme produit soit précédé d'une brève présentation de l'hypothèse ou de l'objectif de connaissance qui a présidé à son établissement, et suivi d'un commentaire portant sur les conclusions qu'il y a lieu d'en tirer.

- 2-2-3. L'intelligibilité et l'interprétation des chiffres bruts de la population présentant tel ou tel problème étudié gagneraient à ce que ces chiffres soient rapprochés chaque fois que possible de l'effectif de la population générale, tous âges confondus ou par tranche d'âge selon les cas, c'est-à-dire à être présentés sous forme de taux (cf. l'annexe 2 du *Guide méthodologique*). Simultanément, il conviendra d'attirer l'attention sur le fait que certains de ces taux sont dépourvus de signification statistique lorsque la valeur absolue de leur numérateur est trop faible.

- 2-2-4. Il sera enfin utile d'explicitier l'ampleur voire, si possible, la signification des données non exploitables ou non disponibles ; de proposer des hypothèses quant à ce qu'elles représentent en termes de connaissance (ou de méconnaissance) des problèmes étudiés ; de formuler en conséquence des propositions concrètes pour en réduire le poids dans les années suivantes.

2-3. La conclusion du document de présentation des données départementales

Cette partie du document, d'autant plus essentielle qu'elle est parfois la seule - ou la première - à être consultée par les lecteurs pressés, pourrait :

- résumer les objectifs généraux et spécifiques de l'étude ;
- dire dans quelle mesure la collecte, la contextualisation et l'interprétation des données présentées ont permis d'atteindre ces objectifs ;
- proposer les principales orientations pour les actions de prévention, de protection, de coordination, d'information, de formation, susceptibles d'être engagées au vu des résultats les plus significatifs de l'étude ;
- formuler les principales hypothèses de recherche susceptibles d'être explorées au vu des résultats les plus préoccupants de l'étude ;
- poser les principes d'une optimisation des modalités de recueil, de traitement et d'interprétation des données départementales relatives à l'enfance en danger dans les années à venir.

Dr Frédéric JÉSU, IDEF

REPÈRES : PREMIER SEMESTRE 1995

■ PARUTIONS

- Publication en février par le SNATEM d'une *étude épidémiologique* sur les appels reçus. Disponible dans son intégralité au 11, boulevard Brune 75014 Paris. Tél : (1) 40 44 45 22.
- *Protéger l'enfant en danger : une pratique des conflits* - Serge LESOURD - ERES - Les recherches du GRAPE.
- *Orientation, investigation, diagnostic* - Centre national de formation PJJ de Vaucresson (92).
- *La négligence, un phénomène négligé* - Ercilia PALACIO-QUINTIN "Apprentissage et socialisation" Volume n°16, 1993, Québec.
- *Comment les enfants perçoivent leurs parents : une méthode de dépistage des enfants maltraités* - Ercilia PALACIO-QUINTIN in "Comprendre la famille", Presses de l'Université du Québec.
- *Maltraitance : maintien du lien ?* Marceline GABEL, Pr. Serge LÉBOVICI, Pr. Philippe MAZET Editions Fleurus, collection Psycho-pédagogie, 1995.
- *Le travailleur social et l'enfant maltraité : enjeux d'un face à face* - Marcelle BONGRAIN. L'Harmattan 1994.

■ MANIFESTATIONS

- *Maltraitance : évaluation - répétition*. Département de psychopathologie de l'enfant et de la famille de Bobigny : le 27 janvier 1995. Renseignements au (1) 48 38 77 31.
- *Incestes* : Société française de Psychologie les 16 & 17 mars 1995. Renseignements au (1) 40 51 99 36.
- *La prévention aujourd'hui : le traitement ne doit pas être trop tardif* : V^{ème} conférence européenne sur l'enfant maltraité et négligé. Oslo, du 13 au 16 mai 1995. Renseignements : (19) 47 22 44 14 51.
- *VII^{èmes} Rencontres nationales des secteurs de psychiatrie en milieu pénitentiaire*. Journées thématiques centrées sur les violences sexuelles - Avignon 1 et 2 juin 1995 Tél : (16) 90 03 92 57.
- Conférences-débats de l'antenne de psychiatrie et psychologie légales : *Suivi ambulatoire, Prise en charge des délinquants sexuels, Thérapie individuelle ou (et) thérapie familiale, Évaluation après sortie de prison*. La Garenne-Colombes (92) de février à juin 1995. Renseignements au(1) 42 42 12 37.